



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires
Régionales**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE

PRESTATION DE TRAITEMENT INTELLECTUEL ET MATÉRIEL D'ARCHIVES PUBLIQUES POUR LE COMPTE DES SERVICES DE L'ÉTAT et OPÉRATEURS PUBLICS EN RÉGION OCCITANIE

**REFERENCE :
2025PFRAOCC006**

La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent accord-cadre est l'appel d'offre ouvert.

CPV : 79995100-6 - Services d'archivage



Table des matières

ARTICLE 1. Les parties	5
ARTICLE 2. Dispositions générales	5
2.1 Objet de l'accord-cadre	5
2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre	6
ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre	6
ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	7
ARTICLE 5. Clause de réexamen	7
ARTICLE 6. Prestations similaires	7
ARTICLE 7. Bons de commande	7
ARTICLE 8. Sous-traitance	8
ARTICLE 9. Achats responsables	8
9.1 Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »	8
9.2 Clause sociale	9
9.2.1 Heures d'insertion sociales :	9
9.2.2 Public concerné par l'opération d'insertion :	9
9.2.3 Coordonnées du facilitateur :	11
9.2.4 Modalités de mise en œuvre :	11
9.2.5 Globalisation des heures d'insertion :	11
9.2.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :	12
9.2.7 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :	12
9.2.8 : Pénalités relatives à l'insertion :	12
9.2.9 : RGPD :	13
9.3 Clause environnementale	13
9.3.1. Respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement, à la sécurité et à la santé	13
9.3.2. BEGES et plan de transition associé du titulaire	14
9.3.3. Clauses relatives au transport	14
9.3.4. Clause relative aux emballages	15
9.3.5. Clause relative à la gestion des déchets	15
ARTICLE 10. Plan de progrès	15
ARTICLE 11. Avances	16

ARTICLE 12. Le prix	16
12.1 Contenu du prix	16
12.2 Forme du prix	16
12.3 Date d'établissement du prix initial	17
12.4 Révision du prix	17
12.5 Echéance de révision	17
12.6 La clause butoir	18
12.7 La clause de sauvegarde	18
ARTICLE 13. Rythme et modalités de paiement	18
13.1 Rythme de paiement	18
13.2 Modalités de paiement	18
13.3 Contenu de la facture	18
13.4 Mode de transmission des factures par le Titulaire	19
13.5 Délai de paiement	20
13.6 Intérêts moratoires, indemnités forfaitaires et complément pour frais de recouvrement	20
13.7 Cession ou nantissement des créances	21
ARTICLE 14. Pilotage et suivi	21
14.1 Représentation des parties	21
14.2 Pilotage des prestations	21
ARTICLE 15. Obligations	22
15.1 Obligation d'information	22
15.2 Obligation de conseil	22
15.3 Obligation de confidentialité	23
15.4 Mesure de sécurité	23
15.5 Responsabilité du Titulaire	23
ARTICLE 16. Traitement des données à caractère personnel	23
ARTICLE 17. Contrôle et admission des prestations	23
ARTICLE 18. Pénalités	24
18.1 Pénalités pour retard d'exécution	24
18.2 Pénalité pour travail dissimilé	25
18.3 Pénalités pour défaut de qualification des intervenants	25
18.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	25
18.5 Réfaction pour mauvaise exécution des prestations	25
ARTICLE 19. Dispositions diverses	26

19.1 Langue.....	26
19.2 Secret des affaires.....	26
19.3 Assurance	26
ARTICLE 20. Dispositif de vigilance.....	27
ARTICLE 21. Résiliation.....	27
21.1 Résiliation partielle du marché.....	27
21.2 Résiliation du marché.....	27
21.3 Exécution aux frais et risques	27
ARTICLE 22. Différends et litiges.....	28
ARTICLE 23. Dérogation au CCAG	28

ARTICLE 1. Les parties

Les services de l'Etat et les opérateurs publics, en région Occitanie, se sont coordonnés en groupement de commande en application des articles L.2113-1 et L.2113-6 et suivants du code de la commande publique pour la passation du présent accord-cadre.

Le **Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre** est le Préfet de la région Occitanie, selon les dispositions des articles L.1211-1 du code de la commande publique. Il représente les services de l'Etat et les établissements publics qui ont adhéré au groupement de commande. Il est chargé de coordonner, pour le compte du groupement, la passation de l'accord-cadre, de le signer et de le notifier. Il s'assure de sa bonne exécution. Il peut également signer et notifier les marchés subséquents, les avenants et plus largement tout acte relatif à cet accord-cadre.

Le **Représentant du Pouvoir Adjudicateur** de l'accord-cadre est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la région Occitanie. Il est désigné dans la suite de ce document par « *Acheteur* ». En application des articles L.2113-6 et suivants susvisés, il est chargé, entre autres, de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'Etat et des établissements publics concernés. D'une manière générale, l'acheteur représente l'Administration, désigné comme tel.

La **Plateforme Régionale des Achats Occitanie**, désignée dans la suite de ce document par « *PFRA* » est le service au sein de la Préfecture de Région qui, par délégation, est chargée de la coordination des besoins, de la passation, de la consultation et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les **services bénéficiaires** sont les services de l'Etat et opérateurs publics adhérents au groupement de commande. Ils procèdent, pour ce qui les concerne et le cas échéant, à la signature et la notification des bons de commande, à la vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres. Ils sont les acheteurs des bons de commande qu'ils sont amenés à passer et en suivent l'exécution.

Le **responsable de site** est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services bénéficiaires sur chacun des sites. Il est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le **comptable assignataire** des paiements sera indiqué sur chacun des bons de commande ou marchés subséquents passés par les services bénéficiaires.

Le **titulaire de l'accord-cadre ou d'un lot de l'accord-cadre** est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations. En cas d'allotissement, chaque titulaire d'un lot se verra confier l'ensemble des prestations de ce lot. Le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès de la PFRA.

ARTICLE 2. Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'archivage pour les services et établissements publics de l'Etat en région Occitanie.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP.

L'accord-cadre est passé pour les services de l'Etat et établissements publics situés dans la région Occitanie. La liste des services et opérateurs publics bénéficiaires des prestations de l'accord-cadre est précisée en annexe 1 du présent CCAP.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objets des bons de commande produit, conformément à ses engagements contractuels.

2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre

a) La procédure de consultation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert prévues aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

b) La nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire en application de l'article R.2162-9 du code de la commande publique

c) La forme de l'accord-cadre

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le présent accord-cadre s'exécutera directement par bons de commande.

d) Le montant maximum de l'accord-cadre

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec seulement, un montant maximum en valeur: 3 000 000€HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

e) Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloté conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du code susvisé selon la décomposition suivante :

N° du Lot	Zone géographique/ technique	Montant maximum (HT) sur la durée totale du lot concerné
1	Secteur géographique des départements de l'Aveyron, de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales	1 200 000 € HT
2	Secteur géographique des départements de l'Ariège, du Gers, de la Haute-Garonne, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne	1 200 000 € HT

***Le montant maximal indiqué ne reflète pas le volume financier des services adhérents, il s'agit d'un montant maximal calculé sur la base d'un estimatif fortement majoré. Il tient compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution avec l'intégration de nouveau services bénéficiaires, les révisions du prix, ajout de nouvelles prestations ...**

ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter du 1er décembre 2025 reconductible deux fois par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de non reconduction, l'acheteur notifiera sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant l'échéance du marché, par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception.

Les services ou les sites peuvent entrer sur le marché à une date postérieure à la date de démarrage, en fonction, entre autres, des échéances de leurs contrats en cours.

ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- b) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, commun à tous les lots ;
- c) Le cahier des clauses techniques (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots ;
- d) Le cahier des clauses administratives générale applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- e) Le mémoire technique du titulaire ;
- f) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Les modifications unilatérales suivantes seront appliquées par la voie d'un ordre de service ou d'un certificat administratif à l'accord-cadre:

- Suppression ou ajout d'un site ou d'un service à une date postérieure à la notification de l'accord-cadre
- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire....

Les avenants, les certificats administratifs et les ordres de services à l'accord-cadre sont conclus par la PFRA.

ARTICLE 6. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, pourra être passé avec le titulaire de l'accord-cadre pour des prestations similaires à celles du marché initial.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par la PFRA avec le titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 7. Bons de commande

Nonobstant l'intervention des Archives Départementales telle qu'elle est prévue au CCTP, chaque prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande spécifique du service bénéficiaire auprès du titulaire.

La notification du bon de commande vaut lancement de la prestation.

Le bon de commande est établi par chaque service bénéficiaire et transmis au titulaire. Il comporte notamment les données de référence suivantes :

La prestation	Le service	Les données comptables	Le titulaire
Date de la commande	Raison sociale	Référence du marché (numéro de commande Chorus ou autre système d'information)	Raison sociale
Objet Détail des prestations	Adresse de facturation	Référentiel du service dépensier (en charge du traitement financier)	Siège social SIRET RIB
Période de référence	Référentiel budgétaire	Référentiel du comptable assignataire de la dépense Adresse de facturation Taux et montant de la TVA Autres taxes liées à l'exécution Prix HT et TTC	
Délais d'exécution (ou date d'intervention)			

Un bon de commande peut être modifié ou annulé par le service bénéficiaire, totalement ou partiellement. Cette modification doit être notifiée par écrit pour conférer date certaine, le format dématérialisé sera privilégié. Le service régularise les modifications, par l'émission d'un nouveau bon de commande qui remplace le bon de commande initial.

ARTICLE 8. Sous-traitance

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le DC4 doit être impérativement remis à la PFRA pour accord et signature.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

ARTICLE 9. Achats responsables

9.1 Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

La PFRA OCCITANIE a été labellisée « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 23 janvier 2024.

Par conséquent, la PFRA souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;

- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer la PFRA de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

9.2 Clause sociale

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, TIC et PI, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

9.2.1 Heures d'insertion sociales :

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
LOT 1	150 heures / an
LOT 2	150 heures / an

9.2.2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives (...) au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon les articles 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, TIC et PI, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ;
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

9.2.3 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, TIC et PI, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

- Haute Garonne : 06 18 86 55 59 csoccitanie@nova-emploi.fr

9.2.4 Modalités de mise en œuvre :

Les modalités de réalisation de la clause sociale suivantes doivent être en priorité liées à l'objet du marché :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

9.2.5 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, TIC et PI est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

9.2.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

9.2.7 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande du maître d'ouvrage, la *Structure facilitatrice référente du territoire* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS, TIC et PI :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

9.2.8 : Pénalités relatives à l'insertion :

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, TIC et PI sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50€ HT par nombre d'heures d'insertion non réalisées

Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100€ HT par jours de retard et par document
---	---

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article [1.3.7 Suivi de l'action d'insertion]. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

9.2.9 : RGPD :

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

- Haute Garonne (31) : f.khiredine@nova-emploi.fr ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

9.3 Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les pratiques les moins impactantes sur l'environnement.

En particulier, il respecte les clauses suivantes :

9.3.1. Respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement, à la sécurité et à la santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute dans le cas où le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes.

9.3.2. BEGES et plan de transition associé du titulaire

Seulement pour les entreprises soumises au BEGES (>500 à salariés).

En application de la circulaire « Engagements pour la transformation écologique de l'Etat » (circulaire de la Première ministre n°6425SG du 21 novembre 2023), il est exigé des titulaires soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de trois (03) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Un nouveau BEGES (et plan de transition) sera communiqué à l'acheteur si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan de transition via leur rapport de performance extra-financière ; ils indiqueront le lien à l'acheteur.

9.3.3. Clauses relatives au transport

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

a) Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour le marché

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

Le titulaire adresse à l'acheteur annuellement sous format électronique, en accès libre et facilement exploitable, un **tableau synthétique sur la caractérisation des flottes de véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution du marché** (norme EURO, thermique, électrique ou hybride...etc). Il fournit à la demande de l'acheteur, tout document permettant d'attester de ces caractéristiques (ex. certificat de conformité du véhicule, certificat d'immatriculation).

b) Formation des conducteurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima 1 fois sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de la formation et au plus tard le 31 octobre de la deuxième année de marché, sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

c) Communication annuelle du bilan de l'impact carbone

Le titulaire communique à l'acheteur à date anniversaire le bilan de l'impact carbone de l'ensemble des opérations effectuées dans le cadre du marché. Ce bilan mentionne le nombre de kilomètres effectués lors des opérations de transport et de transfert externe et les émissions de CO2 générées. Ce bilan carbone détaille les données par ministère et établissement public.

9.3.4. Clause relative aux emballages

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues dans le CCTP. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Sauf stipulation contraire, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

9.3.5. Clause relative à la gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

ARTICLE 10. Plan de progrès

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai d'un an après la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après : identification des solutions, méthodologies innovantes susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience

capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

ARTICLE 11. Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande directement, l'acheteur accorde une avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20 000 euros hors taxe et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance correspond à 30% du montant en euros TTC du bon de commande, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Si le titulaire n'est pas une PME, l'avance correspond à 10% du montant du bon de commande.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours, à compter de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, soit la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du marché ou du bon de commande et devra être terminé lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du marché ou du bon de commande.

ARTICLE 12. Le prix

12.1 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, et tous les frais y afférents.

12.2 Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prix du marché sont ceux figurant en annexe de l'acte d'engagement, établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.3 Date d'établissement du prix initial

Les prix du présent marché sont fermes pendant les deux premières années du marché, durée initiale du marché, et seront révisables à chaque reconduction.

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois de remise des offres.

Ce mois est appelé mois « zéro » ou « M0 », il correspond au mois de « juillet 2025 ».

12.4 Révision du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-dessous :

Les prix sont révisables à chaque reconduction par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o (0,25 + 0,75 (0,30(IPP_n/IPP_o) + 0,70(ICHTR_{Rev-TS_n} / ICHTR_{Rev-TS_o})))$$

Dans laquelle

P_n = prix révisé

P_o = prix initial

IPP = indice trimestriel des prix à la production des services aux entreprises - traitement de données, hébergement et activités connexes (identifiant 001664662 CPF 63.11 disponible sur le site internet de www.insee.fr).

ICHTR_{Rev-TS} = indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (disponible sur le site internet www.insee.fr).

La valeur « n » de ces indices est la dernière valeur définitive publiée à la date de la révision de prix.

La valeur « o » est la valeur publiée à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

Selon les dispositions de l'article 10.1.2 du CCG-FCS, les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisé n'ont pas à être constatés par avenant.

12.5 Echéance de révision

A l'expiration de la durée initiale du marché, soit le 30/11/2027, les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse selon les conditions indiquées ci-dessous.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'appliquent à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre.

Les prix sont révisés une fois l'an pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante et dans la limite de la durée du présent accord-cadre.

La demande de révision devra être transmise par le titulaire à l'acheteur au plus tard le 30/09 de l'année en cours. La révision des prix se fait à la demande expresse du titulaire, à contrario, les prix précédents seront considérés maintenus. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

La PFRA se réserve la possibilité d'appliquer une révision du prix.

L'indice de révision appliqué sera l'indice publié au « juillet 2025 », conformément au délai de remise de la demande de révision des prix par le titulaire.

Les documents contenant le détail du nouveau calcul de la révision et les nouveaux tarifs (BPU) seront envoyés par le titulaire à l'acheteur, pour validation, à l'adresse mail suivante : pfra@occitanie.gouv.fr

La PFRA transmettra au titulaire une décision de révision pour la période concernée.

12.6 La clause butoir

Dans le cas où la révision entraînerait une hausse supérieure à 3% par période de reconduction, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix, sur cette année, à ce taux plafond de 3%.

Dans le cas une révision de prix entraînerait une hausse supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à ce taux plafond de 5%.

12.7 La clause de sauvegarde

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 13. Rythme et modalités de paiement

13.1 Rythme de paiement

La prestation sera facturée sur service fait, à la fin de chaque mission objet d'un bon de commande.

13.2 Modalités de paiement

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements des prestations afférentes aux bons de commande sont à la charge de chaque service bénéficiaire. Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le service bénéficiaire.

Les factures sont adressées aux responsables des services bénéficiaires, dont les coordonnées figurent aux bons de commande.

Les factures doivent parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception, aux adresses indiquées dans les bons de commande ou de façon dématérialisée sur Chorus Pro.

Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire du titulaire.

Par dérogation, et après accord tacite des deux parties et pour des bons de commande dont la durée d'exécution de la prestation est supérieure à trois mois, les paiements seront échelonnés.

13.3 Contenu de la facture

La facture est adressée aux responsables des services de l'Etat dont les adresses figurent sur le bon de commande. Sauf demande particulière d'un bénéficiaire, la facture regroupe l'ensemble des sites concernés par un même service.

La facture devra comprendre les éléments ci-dessous :

Identification du titulaire : raison sociales, adresse, siège social et SIRET, code APE
La date d'émission de la facture et numéro de facture
Les références du bon de commande ou du marché subséquent (numéro d'engagement juridique (EJ), date d'émission, montant)
Le code du service bénéficiaire (ou le code d'identification du service en charge du paiement mentionné au bon de commande)
Le code du service exécutant (mentionné au bon de commande)
Le numéro et date de l'accord-cadre
Le numéro de référence et date du bon de commande
La désignation des prestations
La période de référence de la prestation
Le périmètre géographique de la prestation
La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
Les modalités de règlement
Le prix unitaire hors taxes (HT) et TTC des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
Le montant total hors taxes (HT) et TTC de la prestation, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
Le taux de TVA
Le montant de l'avance forfaitaire ou déduction ou versement complémentaire
Le RIB (IBAN BIC)

La facture est obligatoirement accompagnée d'une copie du bon de commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui retournée, le délai global de paiement étant interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification de l'accord-cadre est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

13.4 Mode de transmission des factures par le Titulaire

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- De l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique
- Du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique codifiant dans le code de la commande publique le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 relatif à la facturation électronique
- De l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission électronique des factures.

a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI-Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par des flux issus des système d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API- Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisir de factures, le suivi du traitement de factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail CHORUS Pro accessible par internet

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/saisir-un-ticket-et-suivre-son-traitemement/#1524064942019-c54f6a57-7923> rubrique « nous contacter »

c) Autres modes de transmission

Le cas échéant, les factures pourront être établies en un seul original et envoyées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Il est précisé que l'envoi d'une facture par courrier ne doit pas être « doublé » par une transmission électronique.

13.5 Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, ou tout autre personne habilitée à cet effet. Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement ne peut faire l'objet d'un accord contractuel entre l'acheteur et son créancier.

13.6 Intérêts moratoires, indemnités forfaitaires et complément pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L2192-12 et suivants, R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.7 Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 14. Pilotage et suivi

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre l'Acheteur, le(s) service(s) bénéficiaire(s) et le Titulaire.

14.1 Représentation des parties

a) Représentation de l'Acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

b) Représentation du service bénéficiaire

Dès la notification du marché, le service ordonnateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le service ordonnateur en cours d'exécution du marché.

Le service ordonnateur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

c) Représentation du Titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.
Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

14.2 Pilotage des prestations

a) Réunion de démarrage des prestations

La PFRA organise dans les meilleurs délais à compter de la notification de l'accord-cadre une réunion de cadrage avec le titulaire. Réunion au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est notamment de :

- Présenter l'organisation;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Rappeler la nature des livrables ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

b) Bilan annuel

Le titulaire établit et transmet, dans un délai d'un (1) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, un rapport d'activité à la PFRA à l'adresse suivante : pfra@occitanie.gouv.fr.

Ce rapport comprend notamment :

- les restitutions statistiques comportant a minima par service les différentes prestations, leur volume, les prix appliqués, les dates de commande et d'exécution ;
- une liste exhaustive des incidents ou imprévus rencontrés ;
- les solutions mises en place pour remédier aux éventuels effets de ces incidents ;
- le résumé des actions effectuées en termes de performance sociale et environnementale

Si le titulaire estime nécessaire d'alerter sur l'évolution de l'exécution de la prestation, il adresse à la PFRA un bilan intermédiaire.

c) Réunion d'avancement et suivi

En tant que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations réalisées, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Les comptes rendus sont rédigés par le titulaire et remis au service bénéficiaire, à l'initiative de la réunion, et à la PFRA, sous format électronique, au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la réunion. Les services bénéficiaires peuvent solliciter l'appui de la PFRA dans le cadre des réunion d'avancement et de suivi.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire par le biais d'un plan d'actions suivi jusque son entière réalisation.

Le titulaire présente ses analyses et conseille l'acheteur, au regard des conclusions émises.

ARTICLE 15. Obligations

15.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Lors de ses visites, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

15.2 Obligation de conseil

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil.

Le titulaire exerce cette obligation s'il se rend compte de difficultés particulières au titre de ses prestations. Il prévient l'acheteur en listant les risques et propose des actions pour les réduire et y remédier.

15.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la PFRA (pour les informations données dans l'accord-cadre) et du service bénéficiaire (pour les informations données dans les bons de commande), divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le service bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

15.4 Mesure de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

15.5 Responsabilité du Titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

ARTICLE 16. Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

ARTICLE 17. Contrôle et admission des prestations

Les opérations de vérification et de contrôle des prestations sont régies par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS et s'opèrent sur la base de la bonne exécution des prestations et de la remise des livrables par le titulaire.

Des contrôles seront effectués par le responsable du service utilisateur et/ou par les Archives Départementales territorialement compétent :

Au cours de la prestation sur place et sur pièces, par sondage des dossiers et documents traités ;

En fin de prestation à partir des outils de gestion (bordereaux, tableaux, procédures...) réalisés par le titulaire.

À réception des prestations, quatre décisions peuvent être prises (cf. art. 30 du CCAG/FCS) :

- l'admission sans réserves de la prestation ;
- l'admission avec réserves entraînant l'application de réfaction (proportionnelle à l'importance des Imperfections constatées) ;
- l'admission avec réserves nécessitant la mise au point par le titulaire des imperfections ;
- l'ajournement si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point ;
- le rejet de la prestation en son entier.

ARTICLE 18. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités prévues au CCAG-FCS s'appliquent, sauf dérogation.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Les pénalités peuvent être précomptés sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes ou constituer un élément du décompte général.

Les délais de décompte des pénalités sont calculés en jours calendaires.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en montant hors taxes.

18.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. A compter de la notification de l'application des pénalités, le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour présenter des observations par écrit à l'acheteur, passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si les délais d'exécutions fixés dans les présent CCAP, le CCTP ou dans le devis validé par le bon de commande ne sont pas respectés, le titulaire encourt une pénalité calculée selon ces modalités :

$$P=V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P= le montant de la pénalité

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champs d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= le nombre de jours de retard

Ces pénalités ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- Cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire et sous réserve que le retard ne soit pas imputable à l'acheteur ;

Par dérogation à l'article 14.2.1, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.2.2, le montant total des pénalités de retard appliqués au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire. Les pénalités de retard feront l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues.

18.2 Pénalité pour travail dissimilé

Conformément aux dispositions de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article L8222-6 du code du travail), des pénalités pourront être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas de formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail portant sur la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités sera de 10% du montant du contrat et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2, L8224-5 du code du travail.

18.3 Pénalités pour défaut de qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualifications de ses intervenants tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé à la candidature au présent marché.

Dans le cas où un ou des intervenant(s) ne disposent pas des qualifications exigées initialement, le titulaire du marché est tenu d'assurer le remplacement du ou des intervenant(s) dans un délai de 15 jours à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur.

A défaut d'avoir assuré le remplacement à l'échéance du délai de 15 jours, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/100 du montant TTC du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un mois à compter de l'application de la pénalité.

18.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualité de ses prestations tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé au CCTP.

Dans le cas où la prestation exigée initialement n'est pas réalisée conformément aux règles de l'art, le titulaire du marché est tenu de reprendre intégralement la prestation à ses frais sous un délai de 15 jours à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur.

Un contrôle qualité par échantillonnage sera réalisé par les archives départementales territorialement compétentes pour vérifier la qualité de la reprise, conforme aux points soulevés dans la mise en demeure.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans le cas où la prestation n'est pas assurée dans un délai d'un (1) mois à compter de l'application de la pénalité.

18.5 Réfaction pour mauvaise exécution des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualité de ses prestations tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé dans le CCTP. L'exécution aux frais et risques peut être appliquée en cas de mauvaise exécution répétée des prestations et ce jusqu'à un engagement ferme du titulaire à exécuter ses prestations dans le respect des prescriptions contractuelles du présent marché.

Dans le cas où la prestation exigée initialement n'est pas réalisée conformément aux règles de l'art, le titulaire du marché est tenu de reprendre intégralement la prestation à ses frais sous un délai de 15 jours à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur. L'acheteur se réserve la possibilité de résilier dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un (1) mois à compter de l'application de la réfaction.

ARTICLE 19. Dispositions diverses

19.1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

19.2 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

19.3 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 20. Dispositif de vigilance

Afin de simplifier et sécuriser la transmission des documents, les documents mentionnés aux article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique et aux articles D-8222-5 et suivants du code du travail sont à déposer sur la plateforme : <http://www.e-attestations.com>.

Le service de dépôt des documents est gratuit.

Ces documents seront à déposer dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du courrier d'attribution, et tous les six (6) mois pour les documents le nécessitant. Il s'agit des documents suivants :

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché
- Les certificats annuels attestant du paiement des cotisations fiscales et sociales
- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle

Cette demande vaut aussi pour les sous-traitants.

Si le titulaire est déjà inscrit, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF,), pourraient déjà être déposées sur le compte.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance.

L'accord-cadre peut être résilié de plein droit à défaut de réception desdits documents dans les délais fixés.

ARTICLE 21. Résiliation

21.1 Résiliation partielle du marché

La PFRA peut procéder à la résiliation partielle de l'accord-cadre, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire du marché, sans indemnisation du titulaire. Il est fait application de l'article R2191-30 du code de la commande publique.

21.2 Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

21.3 Exécution aux frais et risques

Suite à une résiliation prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi dans le cas où la prestation facturée serait supérieure au prix du marché initialement conclu, le titulaire devra rembourser la différence à l'acheteur.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit, cependant, fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

S'il en résultait une différence de prix au détriment de l'acheteur, cette différence serait mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant et imputé d'office sur le montant du plus prochain paiement

effectué à son profit. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire la diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. Différends et litiges

L'accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec des échanges direct et avant toute saisine des juridictions compétentes l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au médiateur de la Préfecture de région Occitanie, Monsieur Pascal SOLEIL. Il est une tierce partie sans pouvoir décisionnel sur la procédure, il a pour mission d'aider les parties qui ont en exprimé la volonté de trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Le médiateur interne peut être saisi par courriel : mediateur-sgar-achats@occitanie.gouv.fr

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

Adresse	Contact
Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV 31068 Toulouse	Tel : 05 62 75 57 57 Site : http://toulouse.tribunal-administratif.fr/

ARTICLE 23. Dérogation au CCAG

Les articles suivants du présent CCAP dérogent au CCAG-FCS :

- Article 18.1 déroge aux articles 14.1.1, 14.2.1 et 14.2.2 du CCAG-FCS